

Lutte de classe

Schivardi à Bruxelles !

Je vous propose la critique du communiqué de presse n° 18 de Gérard Schivardi.

Schivardi et « *d'autres collègues maires (se joindront) à la délégation des médecins, personnels hospitaliers, employés de sécurité sociale, syndicalistes de 14 pays d'Europe qui se rendront le 31 mars prochain à Bruxelles auprès des institutions de l'Union européenne pour porter le mémorandum établissant les conséquences dramatiques des directives de la commission de Bruxelles dans nos pays et pour exiger que soit immédiatement stoppée la destruction de tous les systèmes de santé publique.* »

Question : Après avoir adressé une lettre à de Villepin pour lui demander de « *trouver des solutions* », la visite chez Sarkozy du *Comité pour la reconquête de la démocratie* mis en place à l'initiative du PT et dont fait partie Schivardi, en violation flagrante du vote non du 29 mai 2005, dont le gouvernement Chirac - de Villepin -Sarkozy était ressorti illégitime et minoritaire, la politique de l'Union européenne massivement mise en œuvre par le gouvernement rejetée massivement en France et aux Pays-Bas, voilà que Schivardi s'apprête à se rendre à Bruxelles, mieux encore, en prétendant ainsi respecter le mandat du 29 mai 2005 !

Et pourquoi va-t-il se rendre à la Commission européenne ? Pour exiger que soit immédiatement stoppée la destruction de tous les systèmes de santé publique. Ne riez pas, je sais que le PT et son comité nous avaient fait le même coup lors de la campagne du référendum en expliquant que la victoire du non allait « *stopper* » les contre-réformes... qui n'ont jamais été aussi meurtrières depuis !

Cette politique traduit à elle seule la dérive opportuniste auquel conduit le refus d'engager le combat contre le gouvernement Chirac, contre les institutions de la Ve République.

La Commission européenne ne saurait-elle pas ce qu'elle fait ? Ne disposerait-elle pas des données chiffrées que possède monsieur Schivardi ?

Mieux encore, j'avais cru comprendre que la Commission européenne non élue était une institution supranationale antidémocratique. Soudainement, il s'agirait donc de lui reconnaître une certaine légitimité, de rejoindre le cortège des altermondialistes et autres partis soi-disant de gauche qui réclament une « *Europe sociale* », un capitalisme « *plus humain* », et que le PT dénonçait encore hier pour cette raison. Nous étions habitués au double langage du PT, mais là une nouvelle étape est franchie dans le reniement. Dès lors, quelle différence y aurait-il entre les candidatures Schivardi, Besancenot, Laguiller, Bové, en dehors d'un verbiage tout juste bon à tromper les travailleurs ? Aucune. Les faits sont les faits, en effet, et tenons-nous en là.

Quant à « *l'Europe fraternelle des peuples libres d'Europe* », sous le joug du capitaliste, quel peuple pourrait prétendre être libre, libre de quoi, de continuer à se faire exploiter et opprimer comme depuis plus de deux siècles ?

Vive les États-Unis socialistes d'Europe !

Je vous avais dit qu'on en entendrait des vertes et des pas mûres pendant la campagne électorale et qu'on se délecterait au passage des discours démagogiques et populistes des uns et des autres : nous sommes en plein dedans.

Il est totalement inutile de revenir sur le communiqué n°19 de Schivardi, il ne concerne que les maires, vous savez ces élus dont 91% violent la loi obligeant les communes à consacrer 20% de leur budget aux logements sociaux. J'en profite pour rappeler que lors des élections municipales de 2001, l'abstention avait été de 32,6% au premier tour et 31% au second tour, ce qui me fait dire qu'en réalité, aucun maire à l'heure actuelle ne représente une majorité quelconque. Vous parlez d'une référence en matière de démocratie !